



## **Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté N° 197- 15 mars 2012**

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

**Site : <http://www.mmf-france.fr>**

---

### **SOMMAIRE**

- 1 - Communiqué de presse du manifeste : Pas de justice, pas de paix - Page 1
  - 2 - Prison à vie à nouveau requise contre Pinar Selek ! - Communiqué de la Plate-forme « Nous sommes tous témoins » - Page 2
  - 3 - Procès Henriette Zoughebi / STRASS - appel à solidarité - L'Égalité c'est pas sorcier ! - Page 2
  - 4 - Avortement, la police sarkosyste, au service de l'extrême-droite contre les droits des femmes
  - 5 - La MMF participe au Forum Alternatif Mondial de l'eau - Page 3
  - 6 - L'Appel des femmes arabes pour la dignité et l'égalité - Page 3
  - 7 - Les attaques contre la Centrale syndicale de l'Union Générale Tunisienne du Travail - Page 5
  - 8 - Protestation Féministe Anti-Austérité - MMF Portugal - Page 6
  - 9 - Plateforme catalane pour le droit à ne pas être prostituée - Collectif Droits des Femmes 66
  - 10 - L'Albanie pénalise à son tour les « clients » - Page 8
  - 11 - Les faux nez féministes du gouvernement - Caroline de Haas, Christiane Marty, Maya Surduts, membres de la Fondation Copernic - Page 8
  - 12 - Mise au point sur la manifestation du 8 mars 2012 de militantes féministes du NPA - Page 9
  - 13 - Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Energie Atomique - Page 10
  - 14 - Marseille : 8<sup>ème</sup> Édition du mois des Femmes en Provence-Alpes-Côte d'Azur - Page 11
  - 15 - Lille : Soyons visibles, soyons actrices de notre santé ! Le J'En Suis, J'Y Reste - centre LGBTQIF et la Commission santé femmes - Page 11
  - 16 - Marseille - semaine au Centre social AGORA - Page 12
  - 17 - Paris : Soirée débat - « Nathalie Lemel, Louise Michel grandes figures féministes de la Commune de Paris et la place des femmes dans les mouvements révolutionnaires » - Femmes Solidaires - Page 12
  - 18 - Paris - rendez-vous lesbien et féministe du Printemps de Cineffable - Page 12
  - 19 - Rencontre Lesbienne en avril - Page 12
  - 20 - Exposition : « Femmes/Hommes : Stéréotypes à l'œuvre » - Page 12
  - 21 - Livre : Histoire de l'émancipation des femmes - Marie-Josèphe Bonnet - Page 13
  - 22 - Film : « Sortir du N'Kuta » - Céline Metéger - Page 13
- 

### **MOBILISATIONS**

#### **1 - Communiqué de presse du manifeste : Pas de justice, pas de paix**

Chaque année en France, 70.000 femmes ne portent pas plainte : nous portons plainte en leur nom. Depuis le 1er mars, le manifeste « Pas de justice pas de paix, qui est une pétition déjà signée par 1200 personnes, a lancé une campagne pour dénoncer le fait que la presque totalité des crimes de viols restent impunis chaque année en France. Seulement 1500 condamnations sont prononcées chaque année. Pourquoi ne portent-elles pas plainte ? Beaucoup de raisons, que nous avons déclinées

sur les trois premières photos de la campagne. Parmi elles, le fait que, pour la justice, pour la société, "la victime est encore trop souvent la coupable"; Elle n'est pas prise au sérieux, on ne la croit pas, on minimise la gravité de ce qu'elle a subi, on enquête sur elle au lieu de rechercher son agresseur, on excuse son agresseur. Le 1<sup>er</sup> mars, nous avons symboliquement déposé devant le Palais de justice 70.000 plaintes, 70.000 fois la plainte ci-dessous au nom de toutes les femmes qui ne portent pas plainte, au nom de toutes les victimes de viols. Nous invitons toutes les personnes qui veulent elles aussi la justice à envoyer à leur tour la plainte à leurs député-es ainsi qu'aux ministères de la justice et de l'intérieur.

Vous trouverez la plainte, ainsi que toutes les adresses mails nécessaires sur notre site : <http://pasdejusticepasdepaix.wordpress.com/le-texte-de-la-plainte> De plus, nous enverrons la plainte aux candidat-es à la présidentielle. Cette campagne n'en est qu'à son début, nous la poursuivrons dans les semaines et les mois qui viennent. Nous continuerons jusqu'à ce que justice et réparations soient rendues aux victimes de viols dans notre pays. *Pour signer :* <http://pasdejusticepasdepaix.wordpress.com>

## **2 - Prison à vie à nouveau requise contre Pinar Selek ! - Communiqué de la Plate-forme « Nous sommes tous témoins »**

Une nouvelle audience du procès de l'explosion dans le Marché aux épices d'Istanbul s'est tenue aujourd'hui. Lors de l'audience du procès qui dure depuis 14 ans et dans lequel Pinar Selek est accusée, l'accusation a demandé une nouvelle délibération et, ce faisant, a prouvé que l'acharnement judiciaire continue.

Demande de délibération caduque par l'accusation : L'audience du 7 mars 2012, qui devait se contenter de compléter les lacunes de procédure du procès du Marché aux épices (Marché égyptien), pour lequel la sociologue-écrivaine Pinar Selek est accusée, avec les autres procès liés, s'est tenue aujourd'hui au 12<sup>ème</sup> Tribunal correctionnel de Besiktas. Malgré les trois acquittements consécutifs de Pinar Selek du procès, nous sommes consternés par la demande faite par le procureur de délibération, d'une peine d'emprisonnement à vie aggravée. Suite à cette demande de délibération « caduque », le procès a été reporté au 1er août 2012 pour compléter les dépositions et la défense des autres accusés. Le fait que le procureur ait fait une demande de délibération sur le dossier du Marché aux épices, qui sera prochainement entendue à la Cour suprême de cassation, suite au troisième acquittement (février 2011), est preuve que l'acharnement juridique continue envers Pinar Selek. Cependant, puisque la cour locale avait donné décision d'insistance en ce qui concerne la décision d'acquiescement de Pinar Selek, il est juridiquement impossible que l'accusation puisse demander une délibération sur un dossier déjà décidé et abandonné par la Cour. La décision de délibération demandée par le procureur est donc caduque. Rappelons que le bureau du procureur avait déjà signé une erreur judiciaire vis-à-vis de Pinar Selek, en demandant son arrestation lors de sa déposition en mai dernier dans le cadre d'un procès dans lequel elle avait été acquittée. En conformité avec le droit, la Cour avait alors refusé la demande d'arrestation. Pour rappel, la Cour suprême de cassation avait cassé le deuxième acquittement, et le 12<sup>e</sup> tribunal correctionnel d'Istanbul avait insisté sur sa décision d'acquiescement, pour décider un troisième acquittement de Pinar Selek le 9 février 2011. Nous réaffirmons que nous resterons vigilants jusqu'au bout, avec l'opinion publique turque et internationale, pour suivre ce procès cauchemardesque qui perdure depuis 14 ans. Nous réclamons également un acquittement définitif pour Pinar Selek.

*La Plateforme « Nous sommes toujours témoins »*

## **3 - Procès Henriette Zoughebi / STRASS - appel à solidarité - L'Égalité c'est pas sorcier !**

Vous avez été nombreux et nombreuses à manifester votre solidarité envers Henriette Zoughebi, poursuivie en diffamation par le STRASS pour les raisons expliquées dans l'appel à soutien

Selon le Code pénal, est assimilé au proxénétisme le fait, par quiconque, de quelque manière que ce soit, de faire office d'intermédiaire entre deux personnes dont l'une se livre à la prostitution et l'autre exploite ou rémunère la prostitution d'autrui ; d'entraver l'action de prévention, ou d'assistance entreprise par les organismes qualifiés à l'égard de personnes en danger de prostitution ou se livrant à la prostitution. Or, une part des activités du STRASS consiste à défendre les droits des clients de la prostitution en s'opposant à leur pénalisation, à revendiquer l'abrogation du délit de proxénétisme et de la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Le STRASS s'est aussi rendu coupable d'entrave à l'action de certaines antennes du Mouvement du Nid qui accompagnent des personnes en situation de prostitution pour leur permettre d'en sortir. Pour ces quelques raisons et bien d'autres encore, le STRASS devrait pouvoir être assimilé à un proxénète.

La Cour d'appel de Paris, qui ne partage pas notre analyse, a confirmé, le 14 décembre 2011, la condamnation d'Henriette Zoughebi pour diffamation. Cette condamnation pèse matériellement sur Henriette Zoughebi. Symboliquement, elle pèse sur toutes les personnes qui agissent pour un monde sans exploitation sexuelle. C'est pourquoi « L'égalité, c'est pas sorcier ! » a décidé de soutenir Henriette Zoughebi en lançant une campagne de don.

*Vous pouvez y participer en cliquant ici : <http://l-egalite-c-est-pas-sorcier.aiderenligne.fr/soutien-a-henriette-zoughebi.html> Chaque don fera l'objet d'un reçu fiscal.*

#### **4 - Avortement, la police sarkosyste, au service de l'extrême-droite contre les droits des femmes**

A l'appel du collectif unitaire 20<sup>ème</sup>/Tenon, 200 personnes, habitant-es du 20<sup>ème</sup>, militant-es d'organisations syndicales, politiques, associatives, ont manifesté le 10 mars autour de l'hôpital Tenon pour refuser le diktat des intégristes catholiques qui prétendent imposer leur ordre moral et s'en prendre au droit des femmes de choisir d'avoir un enfant ou non. En effet, pour la 6<sup>ème</sup> fois, ces intégristes ont voulu venir à la porte de l'hôpital Tenon exercer leurs pressions sur les femmes et les hommes se rendant à l'hôpital, sur les hospitaliers qui y travaillent. Nous avons rapidement constaté que la police ne voulait pas laisser la manifestation se dérouler normalement. En même temps qu'elle tentait de bloquer le cortège alors qu'il se trouvait sur le parcours autorisé, elle jouait la provocation en installant à proximité le groupe d'extrême-droite. Lorsque la manifestation a enfin pu progresser, elle s'est rapidement heurtée aux violences policières : boucliers pour repousser brutalement les manifestants, coups de pied et de matraque, une syndicaliste frappée, l'une des responsables de la manifestation délibérément jetée au sol... Nous avons constaté aussi le refus des « forces de l'ordre » de laisser passer une ambulance pédiatrique et un véhicule de pompiers qui essayaient d'accéder à l'entrée principale de Tenon.

Le collectif 20<sup>ème</sup>/Tenon a déjà appelé l'attention sur la collusion entre le pouvoir et l'extrême droite. Par la loi Bachelot démantelant l'hôpital public et les interventions des ARS, le gouvernement supprime des services hospitaliers, des maternités, des centres d'IVG. Les intégristes catholiques lui apportent leur soutien dans la remise en cause du droit des femmes, et en particulier du droit à l'IVG ainsi que le Front national par la voix de Marine Le Pen qui préconise le déremboursement de l'IVG et déclare vouloir « remettre au pas » le planning familial. La date des élections se rapproche et le pouvoir s'énerve. Il s'en prend clairement au mouvement démocratique qui veut s'exprimer dans la rue.

Nous appelons toutes et tous les démocrates à se mobiliser contre la violence policière. Nous appelons toutes les femmes, tous les démocrates à réaffirmer le droit des femmes d'avoir un enfant ou non et à exiger un centre d'IVG dans chaque hôpital public. Les intégristes veulent continuer leur sale campagne et revenir le 31 mars. Ne les laissons pas approcher de l'hôpital !

*Le collectif 20<sup>ème</sup>/Tenon*

## **5 - La MMF participe au Forum Alternatif Mondial de l'eau**

La MMF sera présente du 12 au 17 mars au Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME) à Marseille, France. Le Forum Alternatif prétend être la continuité et élargir le mouvement de la société civile qui agit pour la préservation des ressources d'eau et leur gestion, avec la participation des citoyens. Il se déroule dans des espaces alternatifs spécifiques, tels les Forums Sociaux Mondiaux (Porto Alègre, Caracas, Nairobi, Bélem ou Dakar) et il a favorisé la reconnaissance de l'accès à l'eau comme un des droits humains fondamentaux par l'Assemblée Générale de l' ONU le 29 juillet 2010. Pour cette occasion, nous avons préparé un document de débat sur l'expérience des femmes dans les zones rurales et urbaines dans la gestion de l'eau et sur notre lutte contre la privatisation, qui est disponible pour nos groupes.

En solidarité féministe, Secrétariat International de la MMF

*Le texte (déjà envoyé par nos soins) peut être lu sur notre site web en : Français*

*Plus d'info sur le FAME : <http://www.fame2012.org>*

## **INTERNATIONAL**

### **6 - L'Appel des femmes arabes pour la dignité et l'égalité**

A l'attention de Président du Conseil Européen : Nous, femmes arabes impliquées dans les luttes pour la démocratie, la dignité et l'égalité ; Nous, actrices au premier plan des changements exceptionnels que connaît le monde arabe, tenons à rappeler à l'opinion publique que les femmes sont en droit de bénéficier, au même titre que les hommes, du souffle de liberté et de dignité qui gagne cette région du monde. Depuis toujours les femmes mènent des luttes pour obtenir des acquis, plus ou moins importants selon les pays. Mais ces acquis demeurent en deçà de leurs aspirations et font de leur statut un des plus reculés dans le monde. Les violences demeurent répandues, tant dans l'espace public que privé, et très peu de mesures sont prises pour mettre fin à ce fléau. Les codes de la famille ne sont, dans la plupart des pays arabes, que des textes instituant l'exclusion et la discrimination. Les autres lois que sont le code de la nationalité, certains codes civils et les lois pénales ne font que renforcer ces discriminations. Ces lois violent les droits les plus élémentaires et les libertés fondamentales des femmes et des fillettes par l'usage de la polygamie, le mariage des mineures, les inégalités en matière de mariage, de divorce, de tutelle sur les enfants ou encore l'accès à la propriété et à l'héritage. Certaines lois permettent même à la parentèle masculine de tuer des femmes et des filles avec le bénéfice de circonstances atténuantes dans le cadre des crimes d'honneur. Si la majorité des pays arabes (à l'exception du Soudan, et de la Somalie) a ratifié avec plus ou moins d'empressement la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDAW), adoptée par l'ONU en 1979, ces ratifications sont restées sans impact réel sur le statut et la condition des femmes. Aujourd'hui que le monde arabe est en phase de construction démocratique pour la consolidation de l'Etat de droit et des droits humains, nous considérons que si l'égalité ne peut se réaliser sans la démocratie, la pleine jouissance de cette démocratie ne peut se réaliser sans une égalité totale entre les hommes et les femmes. C'est pourquoi nous appelons les Etats, les partis politiques et la société civile dans ces pays à tout faire pour que la dignité des femmes et leur égalité avec les hommes ne soient pas une fois de plus sacrifiées au nom de prétendues priorités. Aucune démocratie en effet ne peut se construire au détriment de la moitié de la société. Ensemble nous avons fait notre présent, ensemble nous construirons un avenir meilleur.

Nous exigeons : - la préservation des acquis, l'égalité totale et effective et l'inscription des droits des femmes dans les constitutions - les mesures législatives et administratives afin d'éradiquer les violences faites aux femmes - la ratification et le respect de la CEDAW sans réserve dans son esprit et dans toutes ses implications concrètes - l'adoption de lois qui protègent les femmes des inégalités sociales et économiques, des discriminations, en particulier familiale - les mesures

d'action positive afin d'assurer l'accès des femmes aux postes de décision et à leur pleine participation à la vie politique et associative - la dénonciation des voix qui s'élèvent ici et là pour discriminer les femmes au nom d'une lecture rétrograde des préceptes religieux ainsi que celles qui voudraient leur interdire une participation pleine et entière à une vie digne et respectueuse des droits humains.

Cet appel est signée par : Souhayr Belhassen, présidente de la FIDH, tunisienne Bochra Belhadj Hmida, avocate, cofondatrice et ex-présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates, tunisienne Shahinaz Abdel Salam, bloggeuse et activiste, égyptienne Nawal El Saadawi, médecin psychiatre, écrivain et féministe historique, égyptienne Souhayr Belhassen, Bochra Belhaj Hmida, Shahinaz Abdel Salam, Nawal Al Saadawi. Tahani Rached, réalisatrice, égyptienne Wassila Tamzali, féministe et essayiste algérienne Samar Yazbek, romancière, syrienne Azza Kamel Maghur, avocate internationale et membre du Conseil Libyen des Droits de l'Homme Wassyla Tamzali, féministe et essayiste, algérienne.

Signez l'appel sur : <http://www.mesopinions.com/L-appel-du-8-mars-pour-la-dignite-et-l-egalite-petition-petitions-a89238a98fc0692c7924831a31f907b8.html#signer-petition>

## **7 - Les attaques contre la Centrale syndicale de l'Union Générale Tunisienne du Travail**

Nos amies de la Marche Mondiale des Femmes de Tunisie veulent partager avec vous des informations sur des attaques contre la Union Générale Tunisienne du Travail, dont les femmes activistes sont aussi adhérentes de la MMF. Secrétariat International de la MMF

L'Union Générale Tunisienne du travail (UGTT) et ses locaux dans différentes régions du pays, dont le siège national à Tunis, subit depuis quelques jours des attaques de milices intégristes et de salafistes. L'UGTT considère que l'objectif poursuivi par ces «agressions orchestrées et systématisées contre l'intégrité de la plus ancienne des organisations de la société civile tunisienne» est de nuire à la centrale syndicale, de ternir son image face à l'opinion publique, de jeter le discrédit en l'accusant de bloquer l'économie du pays par son soutien aux mouvements sociaux. Les attaques contre la centrale syndicale ont commencé à la suite de la grève générale des agents municipaux, par des dépôts d'immondices devant les locaux syndicaux puis par des tentatives d'incendie, de mise à sac et de dégradations des sièges de ses sections locales et régionale de Fériana, Le Kef, Kairouan, Monastir et Menzel Bouzelfa.

L'UGTT est pleinement dans son rôle, celui de défendre les droits des travailleurs et travailleuses tunisien-nes dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Le lui reprocher relève d'une volonté d'étouffer l'action syndicale dont elle est le garant. L'U.G.T.T. a dénoncé ces dérives et a «averti contre les dangers de monter l'opinion publique contre l'U.G.T.T. par certaines parties au pouvoir qui visent à instaurer une nouvelle dictature dans le pays et à tous les niveaux ». Ces attaques constituent une mise en cause du droit de grève, droit constitutionnel, et de la lutte des travailleur(se)s pour l'amélioration de leurs conditions de vie et en vue de la satisfaction de leurs revendications légitimes. Ces attaques contre l'UGTT font partie d'un processus et ont été précédées par des campagnes médiatiques de déstabilisation subies par la centrale syndicale depuis le 14/01/2011 et des agressions répétées des journalistes, des médias, d'universitaires, des intellectuels, des organisations démocratiques et de mise en cause du droit de manifestation. Cela montre la volonté délibérée des ces partis de saboter le processus démocratique issue de la Révolte tunisienne et de mettre en cause les acquis du peuple tunisien. Il n'y a plus de doute, ces agressions systématiques des forces du progrès et de la démocratie ont pour seul objectif la mise au pas du peuple tunisien et de la société civile démocratique et en particulier l'UGTT.

Nous, syndicalistes nous : - Dénonçons le silence assourdissant du gouvernement et certains de ses composantes qui se rendent complices et comptables de la dégradation du climat social et politique dans le pays - Exigeons l'arrêt des agressions contre l'UGTT et demandons le respect de toutes les formes d'expression démocratique en Tunisie - Nous exigeons aussi le respect des libertés

fondamentales, et particulièrement la liberté syndicale dont le droit de grève fait partie intégrante et la liberté d'expression - Demandons aux pouvoirs publics d'assumer leurs responsabilités et de protéger les syndicalistes de l'UGTT des attaques de ces milices.

## **8 - Protestation Féministe Anti-Austérité - MMF Portugal**

En ces temps sombres d'austérité, nous dénonçons les "réponses" néolibérales qui aggravent la vulnérabilité des femmes sur le marché du travail et sociale. Ces mesures auront comme conséquence, pour beaucoup de personnes et, en particulier, pour les femmes, l'augmentation du chômage et de sa durée, de la précarité de l'emploi, de l'inégalité salariale entre hommes et femmes, de la différenciation de genre au niveau des retraites et des pensions. Face à cela, la dimension et les impacts de la pauvreté seront encore plus dévastateurs.

Nous protestons contre la diminution de l'investissement public comme, par exemple, les coupures budgétaires dans le domaine de l'éducation et de la santé sexuelle et reproductive ; contre le démantèlement de services et d'équipements de soutien aux enfants et aux personnes âgées, ou encore la marchandisation de l'accès à l'habitation. Nous ne sous-estimons pas les effets que ces mesures ont et auront sur la vie des femmes.

Nous alertons sur le fait que ces mesures d'austérité augmentent la vulnérabilité des femmes à la violence de genre, notamment en mettant en cause son autonomie économique.

Nous protestons contre l'aggravation des inégalités et contre l'attaque effectuée aux droits du travail, bien comme aux droits conquis dans le domaine de la maternité et de la paternité.

Nous dénonçons le fait que les problèmes liés à la situation des femmes au niveau familial, social et de l'emploi sont considérés comme secondaires, ou même disparaissent totalement en période de crise.

Nous soulignons l'aggravation de l'inégalité dans les usages du temps des hommes et des femmes au sein de la famille, accentuant les stéréotypes culturels qui attribuent aux femmes la sphère de la reproduction, et éloignent les hommes de la responsabilisation matérielle et affective de prise en charge des enfants, des personnes âgées, de la famille.

Nous dénonçons la pensée néoconservatrice et « austéritaire » qui cherche à imposer des valeurs soutenant le « retour des femmes à la maison », en plus de politiques familialistes et « assistancialistes » de soumission des droits individuels à un modèle familial unique.

Nous appelons à la souscription, individuelle ou collective, de cette protestation féministe anti-austérité, qui pourra être faite jusqu'au 6 Mars à travers l'email [mmmulherespt@gmail.com](mailto:mmmulherespt@gmail.com) avec les données suivantes : (souscriptions individuelles) Nom, occupation, pays, moyen de contact préférentiel ; ou (souscriptions collectives) Nom de l'organisation, pays, moyen de contact préférentiel.

Nous protestons contre le discours binaire sur les femmes : d'un côté, les femmes comme agents décisifs pour l'économie familiale, de l'autre, l'exclusion de celles-ci du débat public critique sur la crise, notamment au niveau de la communication sociale, et dans la recherche de formes alternatives ; Nous soulignons une dimension oubliée des effets de la crise au niveau des personnes, créant des sentiments d'insécurité, peur du futur, dépression, isolement et la rupture du lien social.

Nous alertons sur le climat de peur, d'insécurité et de désespoir qui prévaut et qui ne contribue en rien à la sortie de cette crise ; Nous alertons sur les mythes et les discours hégémoniques, complaisants et défaitistes, qui traitent les marchés financiers comme des instances « neutres » et « innocentes », qui tendent à légitimer les politiques actuelles d'austérité basées sur la concurrence, la maximisation et centralisation du profit, et rejettent toute responsabilité sociale ;

Nous protestons contre les idées dominantes sur l'économie et le travail qui excluent de la sphère productive le travail des femmes exercé dans les espaces traditionnels, comme les usines, les bureaux, etc. ; Nous dénonçons la double, parfois, triple discrimination, dont sont victimes les femmes transsexuelles, les femmes immigrantes, les femmes lesbiennes, les femmes porteuses d'handicap, femmes à qui sont encore niées les droits basiques de citoyenneté et qui sont

directement atteintes par ces politiques régressives. ; Nous protestons contre l'absence de contrôle de millions de personnes sur leurs propres conditions de subsistance.

*Nous défendons* : La constitution d'audits citoyens des dettes publiques et des plans d'austérité, qui doivent inclure une analyse de leurs impacts sur la vie des femmes. - Des politiques alternatives à l'austérité imposée - politiques de justice sociale, politiques de création d'emplois, politiques non discriminatoires mais émancipatrices, qui garantissent droits sociaux et droits du travail, et de nouvelles voies de développement économique et social. - La promotion, au niveau politique et public, d'une démarche visant à rendre sa dignité au travail avec des droits dans tous les domaines de la vie. - L'inclusion de la dimension de l'égalité de genre au sein de toutes les politiques publiques. - Le soutien au développement d'alternatives économiques qui mettent le développement soutenable de la vie humaine, de l'environnement et du bien-être collectif au centre de l'organisation économique et territoriale.

Nous nous engageons : À donner de la visibilité et à contribuer à la participation des femmes au sein des mouvements de contestation sociale face à une politique inhumaine et déshumanisante. - À contribuer à la création d'instruments pour la représentation des mouvements de citoyens et de citoyennes, notamment de femmes, pour le scrutin critique, moral et démocratique des choix politiques et financiers. - À inscrire des perspectives critiques qui, à l'opposé des discours dominants, établissent une relation étroite entre le fonctionnement des marchés et la démocratie. - À dynamiser des réseaux sociaux, féministes et autres, dans le processus de divulgation, information et coopération de la problématique et lutte des femmes. - À renforcer le féminisme en tant que processus actif pour le changement, dans le champ critique et stratégique, en lien avec d'autres mouvements sociaux !

## **9 - Plateforme catalane pour le droit à ne pas être prostituée - Collectif Droits des Femmes** 66

Un monde sans prostitution est possible et nécessaire ! La crise plonge un nombre croissant de femmes dans la pauvreté et limite leurs options. La création de nouvelles destinations de tourisme sexuel est devenue une aubaine pour des réseaux sans scrupules. Une société démocratique ne peut admettre l'existence d'une réserve de femmes soumises aux caprices sexuels masculins. La transformation du corps des femmes en marchandise met en question tout progrès sur l'égalité des sexes.

Cette plateforme s'inscrit dans la continuité de l'action féministe du 26 Novembre au Perthus qui visait, entre autres, à responsabiliser les clients potentiels sur la violence qui se cache derrière l'industrie du sexe. Et, plus largement, à attirer l'attention du public sur le monde réel de la prostitution et la situation des personnes - des femmes en majorité, étrangères et précaires - qui y sont immergées. Nous n'acceptons pas que cette situation perdure. Les femmes doivent avoir d'autres options afin d'accéder à une réelle indépendance économique et sociale. Le combat pour la liberté, contre la précarité de nos vies, passe par la défense du droit au travail à égalité avec les hommes. Cette plateforme est ouverte à toutes les institutions démocratiques, mouvements sociaux et, en général, toutes les personnes qui se sentent en droit de ne pas être prostituées comme une prérogative inaliénable du Droit Humain.

Par conséquent, nous revendiquons de manière urgente : • L'élimination de toutes formes de harcèlement administratif qui expulsent de l'espace public les prostituées, et en général toutes dispositions qui les criminalisent et les rendent encore plus vulnérables • La régularisation des immigrées prostituées, sans obligation de dénoncer les réseaux de proxénètes et de trafiquants • Une police et une justice efficaces contre la traite et l'exploitation sexuelle, qui privilégient avant tout la protection des victimes et l'application de lois existantes, notamment à l'égard de la répression du proxénétisme • Une philosophie sociale et féministe du droit, basé sur l'égalité, responsabilisant la «clientèle», déclarant que l'achat de faveurs sexuelles est en soi une violence

• Le plein emploi pour toutes et tous. Des programmes alternatifs, dotés de ressources budgétaires suffisantes et ouverts à la participation de la société civile, offrant un soutien juridique et psychologique, un accès aux services sociaux et publics, un accès au logement, ainsi qu'aux programmes de formation et d'insertion pour les personnes en situation de prostitution qui désirent en sortir • L'éducation scolaire, ainsi que la formation des administrations publiques, justice et police, dans des valeurs égalitaires et non sexistes • L'harmonisation de l'espace juridique européen sur la base de nos revendications.

*Groupes promoteurs et adhésions : Collectif droits des femmes 66 - Dones d'Enllaç*  
<http://acciofeminista26n.wordpress.com>

## **10 - L'Albanie pénalise à son tour les « clients »**

Le parlement albanais a adopté le 1er mars 2012 une loi punissant les « clients » des personnes prostituées. Dans le but d'enrayer le développement de la prostitution et de la traite des femmes, Tirana a donc fait le choix de les pénaliser en votant des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Mais cette décision n'est pas à la hauteur des attentes des associations féministes et abolitionnistes qui, après avoir mené des campagnes médiatiques pour dénoncer la montée du « tourisme sexuel » et les menaces de prostitution pesant sur les femmes albanaises, se sont engagées en faveur de cette pénalisation. Car les personnes prostituées, qui ne sont pas exemptées des poursuites qui pèsent sur leurs exploitateurs, sont passibles des mêmes peines. Si l'Albanie semble avoir pris conscience de la nécessité de mener la bataille contre les proxénètes (qui encourent entre cinq et quinze ans de prison) et les clients prostitueurs, il reste à convaincre le personnel politique que les victimes doivent être aidées et non poursuivies ; et donc à obtenir la suppression de ce volet regrettable d'une loi animée de meilleures intentions.

<http://prostitutionetsociete.fr/actualites/actualites-europe/l-albanie-penalise-a-son-tour-les>

## **TEXTES**

### **11 - Les faux nez féministes du gouvernement** - Caroline de Haas, Christiane Marty, Maya Surduts, membres de la Fondation Copernic

« *Toutes les civilisations ne se valent pas* » a affirmé Claude Guéant en mettant à l'appui de son propos l'exemple de l'égalité entre les hommes et les femmes et de « la dignité de la femme ». Propos relayé par Nicolas Sarkozy qui renchérit sur la moindre valeur d'une société qui « *n'accorde pas la même place aux hommes et aux femmes* », et par d'autres personnalités du gouvernement, comme Xavier Bertrand qui choisit les « *civilisations permettant à la femme de s'émanciper* ». Nos gouvernants seraient des féministes et on ne le savait pas !

Passons sur l'emploi du singulier : parler de « la » femme, en l'essentialisant donc, et non « des » femmes dans toute leur diversité, trahit le dilettantisme. Mais l'essentiel est ailleurs. Il est dans l'indécence de cette promotion des droits des femmes de la part de membres au plus haut niveau d'un gouvernement qui n'a absolument rien fait pour les faire avancer ! Alors que les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes (27%) ne diminuent plus depuis le milieu des années 1990, que la plupart des femmes restent cantonnées dans quelques professions sous-valorisées, qu'elles sont concernées au premier plan par la précarité, notamment les familles monoparentales, les immigrées, les retraitées, alors que le plafond de verre - le plancher collant, comme disent les Québécoises - se révèle d'une résistance à toute épreuve, un gouvernement soucieux d'égalité aurait depuis longtemps engagé une véritable politique dans ce domaine.

Non seulement il n'en est rien, mais les politiques menées - l'austérité présentée comme irrémédiable, la casse de la protection sociale et des services publics, etc. - vont à l'opposé de l'égalité entre les sexes. Les « réformes » des retraites de 2003 puis 2010 en sont un révélateur.



Alors que la pension moyenne des femmes, tout compris, ne représente que 62% de celle des hommes, les réformes renforcent encore cette inégalité en touchant de manière disproportionnée les femmes. Même la Commission européenne note que « *la paupérisation menace les retraités, et les femmes âgées constituent un des groupes les plus exposés au risque de pauvreté* ».

M. Bertrand, ministre du travail, dit choisir l'émancipation des femmes, dont on sait qu'elle passe par l'autonomie financière et l'emploi : quand s'est-il donc préoccupé du chômage des femmes, systématiquement supérieur à celui des hommes quelle que soit la tranche d'âge ? Il s'abrite derrière la crise pour expliquer la situation dégradée de l'emploi : mais le surchômage des femmes, leur surreprésentation dans le temps partiel et les emplois précaires datent de bien avant la crise. Rien n'a été entrepris pour y remédier.

Nos gouvernants en habits de féministes permettent-ils l'émancipation des femmes quand ils font des coupes sombres dans les budgets de services essentiels pour elles (pour les hommes aussi en théorie) tels que l'accueil de la petite enfance, les services sociaux et la santé ? Pensent-ils agir pour les droits des femmes lorsqu'ils décident la fermeture de nombreux centres d'interruption volontaire de grossesse, maternités ou encore classes maternelles ?

Où est le souci pour la dignité des femmes quand rien n'est fait contre la part croissante de femmes en situation de pauvreté et l'augmentation de la traite à des fins de prostitution, que dénoncent les organisations sur le terrain ? Quand malgré le niveau alarmant des violences faites aux femmes, les subventions aux associations concernées sont fortement réduites.

Le Président affirme que les femmes doivent avoir la même place que les hommes : pourtant, elles ne représentent que 26% du gouvernement et 20% des ministres. Il n'existe plus de Ministère des droits des femmes, ni même de Secrétariat, mais simplement un dossier parmi d'autres attribué au ministère des solidarités et de la cohésion sociale.

Outre le cynisme de ce discours pseudo-féministe en opposition si manifeste avec les actes, ce qui est inacceptable, c'est l'instrumentalisation des femmes dans cette rhétorique sur les civilisations : leur émancipation est mise au service d'une stigmatisation de l'islam, même s'il n'est pas nommé. Ce n'est pas la première fois que la droite tente de récupérer le féminisme en faisant mine d'ignorer qu'aucune religion n'accorde une place égale aux femmes et aux hommes.

Certains s'agacent de la célébration d'une journée des droits des femmes le 8 mars. Les féministes préféreraient à coup sûr qu'il n'y en ait jamais eu besoin. Mais tant qu'il y aura des femmes exploitées, opprimées, battues, violées, prostituées, précarisées, tant qu'il n'y aura pas de vraie politique pour mettre fin au patriarcat, tant que la ligne politique sera de marchandiser la protection sociale pour l'offrir aux profits privés, cette journée aura un sens. Le féminisme a besoin de l'engagement de tous, femmes et hommes, pour construire une société réellement progressiste.

## **12 - Mise au point sur la manifestation du 8 mars 2012 par des militantes féministes du NPA**

La manifestation du 8 mars à Paris sera probablement et malheureusement divisée en 2 cortèges. Malgré de longues négociations, le collectif unitaire à l'initiative du CNDF a choisi de diviser les forces féministes en exigeant que soit inscrite la pénalisation des clients dans les revendications.

Nous l'avons dit lors des réunions de préparation, ainsi que EELV et le Planning familial. Le NPA ne pouvait signer une telle revendication, sachant notamment que dans le contexte sécuritaire actuel, les prostituées seraient les premières victimes de cette loi. Le NPA a alors proposé aux autres organisations membres du CNDF et qui étaient opposées à cette revendication (EE-LV et le Planning Familial) la rédaction d'un texte commun afin de préciser notre désaccord sur ce point. Act-Up a saisi la balle au bond en invitant ces trois organisations à une réunion à laquelle étaient conviées des forces en désaccord avec l'appel initié par le CNDF. Dès lors fut discuté un tract alternatif à celui du CNDF. Les discussions ont été longues, de réels compromis ont été trouvés sur les formulations mais pas sur tout. Les signataires de cet appel ont également pris la décision de manifester

derrière une banderole commune, matérialisant de fait l'existence d'un autre cortège.

Il y a eu sur ce sujet un réel désaccord dans les rangs du NPA : fallait-il formaliser un cortège à part dans la manifestation, derrière une banderole prétendument anodine, « un 8 mars pour toutes » au prétexte que le tract d'appel à l'initiative du CNDF comportait la mention de la pénalisation du client? Nous le déclarons publiquement : cette initiative est contraire à notre orientation. Si nous sommes en désaccord avec une politique de division de certaines militantes du CNDF, il est hors de question pour nous de diviser les forces féministes par l'apparition d'un nouveau pôle très disparate. C'est pourquoi le cortège du NPA dans ce pôle ne représente qu'un seul courant de cette organisation.

Pour nous les enjeux essentiels de ce 8 mars 2012 sont les suivants : Réaffirmer les revendications fondamentales du mouvement féministe, dans l'unité la plus large pour peser de tout notre poids pour faire échouer les entreprises de la droite et de l'extrême droite tant en matière d'austérité que de racisme. Au premier rang de ces objectifs, la lutte contre la précarité et pour l'égalité salariale, le développement des services publics dans tous les domaines, l'abrogation de la loi HPST ou sur la RGPP, mais aussi le développement des logements sociaux pour l'accueil des femmes victimes de violences ou des femmes et des familles à faibles revenus, une loi contre les violences avec des moyens financiers et centrée sur la prévention, la suppression de la loi LSI de 2003 qui a aggravé la répression contre les prostitué-es ; la lutte effective contre les réseaux de proxénètes et leurs profits, la régularisation des sans-papiers et le droit d'asile pour les personnes persécutées en raison de leur sexualité ou de leur genre. En cette journée de solidarité internationale, nous devons affirmer également notre solidarité avec les femmes grecques notamment et celles du monde arabe, en première ligne, dans les mouvements populaires contre les dictatures, la corruption, pour la dignité et l'égalité. Il s'agit aussi de leur apporter notre solidarité face à la résistance des forces sociales conservatrices, avec le soutien de l'impérialisme, et face aux tentatives de courants islamistes de maintenir l'ordre social ancien en s'opposant aux grèves, ou d'imposer la Charia et de nouveaux interdits pour la vie des femmes dans ces pays.

Nous sommes à un tournant politique très important pour le mouvement féministe. Soit nous sommes capables de transcroître pour unifier l'ensemble des forces, dans un mouvement unitaire et pluraliste, capable d'affirmer son indépendance, face à l'Etat, aux partis, aux syndicats, aux pouvoirs religieux, pour mener une lutte sans merci à l'autorité et au racisme, soit ce sera la dispersion des forces et la soumission des féministes à des intérêts partisans.

*Anne (NPA75), Hélène (NPA 75), Ingrid (NPA75), Josette (NPA75), Marie Claire (NPA75), Maya (NPA31), Sophie (NPA75), Violette (NPA75)*

### **13 - Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Energie Atomique**

Certaines d'entre nous sont connues, d'autres moins, d'autres pas du tout. Certaines sont des militantes de longue date, d'autres ne militeront jamais. Certaines sont des amies proches, d'autres affichent de profonds désaccords entre elles sur quantité de terrains. Mais, toutes, nous partageons désormais la conviction de la nécessité vitale d'un arrêt immédiat du recours à l'énergie nucléaire. Qu'il s'agisse de production d'électricité ou d'armement. Nos arguments sont multiples. Nos réseaux sont divers. Comme sont aussi divers nos modes d'action possibles et nos initiatives. Et nous en inventerons d'autres chemins faisant. Pour l'heure, près d'un an après le début du drame de Fukushima, il nous paraît urgent de commencer à nous compter. Et de cesser de nous en laisser conter. Ni cotisation, ni structure bureaucratique : nous formerons une sororité de fait.

En apposant son nom, chacune d'entre nous s'engage simplement à être, à sa propre manière, une Femme pour l'arrêt immédiat du recours à l'énergie atomique et, seule ou avec d'autres, à intervenir en ce sens où elle le pourra, comme elle le pourra, chaque fois qu'elle le pourra.

Nom Prénom (obligatoire) - Pays (n° de département pour la France) ; Votre adresse email (obligatoire, ne sera pas publiée sur le site). *Signez ici : <http://www.fairea.fr/>*

## COLLOQUES, DÉBATS, RÉUNIONS

### 14 - Marseille : 8<sup>ème</sup> Édition du mois des Femmes en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Elle se déroulera tout au long du mois de mars 2012 dans les six départements du territoire régional. Le thème transversal abordé lors de chacune des manifestations, grâce à des modes d'action très variés, sera celui de l'emploi des femmes et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les femmes jouent un rôle important dans le développement économique, social et culturel du territoire. Elles sont actrices de l'économie de service, chercheuses, chefs d'entreprises, enseignantes, etc. Elles interviennent dans les métiers de la santé, de l'économie sociale et solidaire, de l'économie culturelle, elles créent de l'activité et des emplois. Mais la réalité des femmes au travail dans notre région est très contrastée, les inégalités persistent... Quelles améliorations concrètes peut-on envisager, proposer ? C'est l'objet des débats auxquels le GRAIF souhaite vous associer tout au long du mois de mars.

*Pour connaître en détails l'ensemble du programme dans chacun des départements, rendez-vous sur le site du GRAIF [www.graif.fr](http://www.graif.fr)*

### 15 - Lille : Soyons visibles, soyons actrices de notre santé ! Le J'En Suis, J'Y Reste - centre LGBTQIF et la Commission santé femmes

Vous êtes invité-es à participer aux événements « Soyons visibles, soyons actrices de notre santé ! ». Les Amazones du J'en Suis J'y Reste, Centre Lesbien Gay Bi Trans Queer Intersexe et Féministe de Lille Nord Pas de Calais vous proposent de découvrir les gravures réalisées pour illustrer des brochures de prévention des cancers dits féminins par et pour les lesbiennes et les bisexuelles. Dans la continuité du mouvement de libération des femmes et inspirées par l'artiste lesbienne américaine Tee Corinne qui publia en 1975 « Des vulves à colorier », nous avons décidé de créer des représentations d'origines animales, végétales... autant de clins d'oeil à nos vulves, en détournant la forme, en voyant la forme de nos vulves partout ! Tee Corinne a choisi l'humour pour nous permettre d'apprendre sur nos organes génitaux externes, nous avons décidé d'être ses héritières ! D'être fières, d'être joyeuses, d'être ensemble, de s'entraider et d'apprendre pour devenir actrices de notre santé. J'en Suis J'y Reste se mobilise depuis mai 2010 pour la prévention des cancers féminins et depuis sa création en 1998 se préoccupe de la santé des femmes qu'elles soient lesbiennes, bisexuelles, hétérosexuelles, cisgenres ou transgenres.

Le Centre JSJR se mobilise avec les associations féministes et les professionnelLES de santé pour lutter contre les stéréotypes de genre, la lesbophobie, la transphobie et toutes les haines qui ont de graves répercussions sur la santé des femmes et sur leur mobilisation à être actrices de leur vie. Ces actions sont soutenues financièrement par l'ARS et le Conseil Régional Nord Pas de Calais et reçoivent l'appui de plusieurs associations.

Au programme à Lille : Du 2 au 31 mars : 4 expositions des gravures réalisées par des groupes de femmes en non-mixité au Centre, à la Maison Médicale de Moulins, au Planning Familial et au Prato ; Vendredi 2 mars à partir de 20h au centre vernissage de l'exposition "A nos Vulves !" lors de la soirée du groupe des soirées conviviales non mixtes Lesbiennes-gouines-femmes-filles-bies/cisgenres et transgenres ; Le mercredi 7 mars de 19h à 21h : commission de travail ouverte à toutes et tous au Centre pour préparer la rencontre du 23 mars co-organisée avec le Planning Familial et pour préparer la brochure de prévention du cancer du col de l'utérus ; Le vendredi 23 mars de 14h à 17h30 à la Maison des associations (rue Royale - Vieux Lille), le Planning Familial Métropole Lilloise et le J'En Suis J'Y Reste organisent une rencontre avec une représentante d'un planning belge, des acteurs de santé et des membres du Collectif Régional de Prévention Sida sur les enjeux de la santé des lesbiennes et bisexuelles. Et de 1h30 à 19h un temps de convivialité autour des photographies d'Aurélié Dubrulle toujours à la Maison des associations.

### **16 - Marseille - semaine au Centre social AGORA**

Le groupe de recherche action marseillais Perspectives Plurielles et Le Comité Mam'Ega vous invitent à venir participer à l'exposition interactive "Du pluriel dans le féminisme", ainsi qu'à la soirée débat qui conclura cette semaine du 12 au 16 Mars, avec focale cette fois-ci sur le courant du féminisme noir américain: son contexte, ses apports, ses questionnements

En savoir plus sur ce collectif: <http://www.cidff13.org/index.php?page=perspectives-plurielle>

### **17 - Paris : Soirée débat - « Nathalie Lemel, Louise Michel grandes figures féministes de la Commune de Paris et la place des femmes dans les mouvements révolutionnaires » - Femmes Solidaires**

Le comité Femmes Solidaires de Paris vous invite, dans le cadre de la journée internationale pour les droits des femmes, à une soirée débat - « Nathalie Lemel, Louise Michel grandes figures féministes de la Commune de Paris et la place des femmes dans les mouvements révolutionnaires

### **18 - Paris - rendez-vous lesbien et féministe du Printemps de Cineffable**

Avant le rendez-vous lesbien et féministe du Printemps de Cineffable les 14 et 15 avril 2012, l'équipe vous attend le dimanche 18 mars pour deux événements :

- Aquafolies 2012, Le Tea Dance du 18 mars 2012 au Tango, sera précédé le même jour par la participation de Cineffable aux Aquafolies 2012 organisées par Paris Aquatique de 14h à 18h. Venez nous soutenir à la Piscine Château-Landon 31, rue Château Landon - Paris 10<sup>ème</sup> - Métro Stalingrad.

- Pour en savoir plus

- : <http://www.parisaquatique.fr/espacemembre/partcompet.php?action=read&idc=188>

### **19 - Rencontre lesbienne annuelle en avril - organisée par la CLF et La Lune de Strasbourg**

Réservez dès maintenant votre week-end pour la rencontre lesbienne annuelle du samedi 26 mai au lundi 28 mai après midi. En pleine montagne, au col de la Schlucht (Vosges) au Relais des Roches. Ouvert exclusivement aux lesbiennes. Accès par les gares de Sélestat ou, plus proches, Colmar (à 3 km) et Munster (à moins de 10 km). Covoiturage et navette seront prévus.

Tarifs : Les conditions seront les mêmes qu'en 2011 : versement d'un acompte à la réservation de 40 Euros, hébergement en pension complète au prix de 35 à 60 euros par jour et par personne (soit pour les 2 journées entre 70 et 120 euros par personne).

Programme : Réflexion et détente. Programme en cours d'élaboration en fonction des souhaits et propositions des participantes.

Attention : nombre de places limité. Pour toute info : [clf.info@yahoo.fr](mailto:clf.info@yahoo.fr)

## **RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES**

### **20 - Exposition : « Femmes/Hommes : Stéréotypes à l'œuvre »**

La Galerie des AAB, Ateliers d'Artistes de Belleville, présente "femmes/hommes. Stéréotypes à l'oeuvre", une exposition collective où les oeuvres ne se conforment pas aux stéréotypes ou au contraire exacerbent les clichés. Le long d'un parcours commenté, chaque oeuvre est accompagnée de la question soulevée par rapport au thème. Il s'agit de remettre en question les rôles et les représentations humaines, et tous ces préjugés qui, imperceptiblement, teintent notre perception de la réalité. Les nus sont exclusivement des corps d'hommes. Ainsi, les représentations véhiculées habituellement dans le domaine de l'art sont également remises en question. Au-delà des prises de conscience, c'est notre imaginaire que viennent nourrir ces artistes, pour avancer vers un monde

égalitaire. 10 artistes exposent leurs oeuvres : Abel de La Barbe !, Ansorel, Boutté Sandrine, Kato Lika, Koechlin Marie-Danielle, Krée Nathalie, Pavlowsky Nicole, Rauscher Catherine, Ropars Annick, Sanchez Nelly. Commissaire d'exposition : Krée Nathalie.

Exposition du 8 au 18 mars, jeudi et vendredi à 20h, et samedi et dimanche de 11h à 20h

<http://www.ateliers-artistes-belleville.org/pg.php?p=3>

## **21 - Livre : Histoire de l'émancipation des femmes - Marie-Josèphe Bonnet**

Les différentes dimensions de l'émancipation des femmes en France depuis 1945. ... depuis l'acquisition du droit de vote : Mouvement de Libération des Femmes, liberté sexuelle, création, pensée, mobilisations collectives et individuelles. Nous verrons comment s'individualiser en tant que femme, déconstruire les normes sexuelles et conquérir sa liberté et sa place dans la Cité sont peut-être les véritables défis d'une émancipation qui concerne les hommes tout autant que les femmes. La conférence sera suivie d'une signature organisée par la librairie La Plume au vent de Lisieux. ... et en attendant, lire la 4ème de couverture que voici : "Qu'est-ce que s'émanciper, quand on naît femme dans une société dirigée par, et pour les hommes ? Quelles formes, quels combats, quels acquis, toujours menacés et quels courants porteurs, se manifestent au cours de l'histoire ? Comment s'articule l'émancipation individuelle et collective ? Comment les rendre visibles au moyen d'une iconographie originale ? Autant d'attentes auxquelles répond ce livre. Pour Marie-Josèphe Bonnet, cet éveil de la conscience féminine commence au Moyen Age avec les visionnaires et mystiques qui osèrent prendre la parole dans le cadre trop étroit de la religion de Dieu-le-Père afin d'exprimer leur expérience singulière. Ces hérétiques seront rejointes par les intellectuelles, poètes, frondeuses, amazones et femmes des Lumières qui contestent l'inégalité entre les sexes tout en développant une culture des Salons. Si la Révolution française ouvre l'ère des féminismes et des combats pour les droits, d'autres formes d'émancipation s'élaborent : union libre, libération sexuelle, libre maternité, connaissance de soi et de l'inconscient, pratiques artistiques, quête spirituelle, sans oublier un engagement citoyen dans les combats collectifs. S'individualiser en tant que femme, déconstruire les normes sexuelles, conquérir sa liberté et sa place dans la Cité, tel peut-être le défi de l'émancipation qui concerne les hommes tout autant que les femmes."

## **22 - Film : « Sortir du N'Kuta » - Céline Metzger**

La réalisatrice Céline Metzger présentera son film « Sortir du N'Kuta » France au cinéma Le Nouveau Latina, 20 rue du temple, 75004 Paris, le jeudi 22 mars 2012 à 20h. La séance sera suivie d'une rencontre avec la réalisatrice.

Au Cameroun, l'homosexualité est pénalisée depuis 1972. Début 2006, paraît dans plusieurs journaux camerounais une liste dénonçant a prétendue homosexualité de 50 personnes influentes. Coup de tonnerre dans la société camerounaise où l'homosexualité est taboue au point que, jusqu'alors, si l'on en croit l'opinion publique, « il n'y a pas d'homosexualité au Cameroun. » ; À travers les parcours de trois homosexuels et leur avocate, Alic Nkom, le Cameroun se dévoile. Plus qu'un jugement de valeur, ce film cherche à mieux comprendre cette société apparemment homophobe. \* Le « nkuta » est un sac en toile de jute. Cette expression, typiquement camerounaise, fait référence à l'expression française « sortir du placard » ou « faire son coming out ».

Voir sur : <http://www.centre-simone-de-beauvoir.com/pdf/projectionLatina22mars2012.pdf>

---

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;

Tel : 01 44 62 12 04 ou 06 80 63 95 25, mail : [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org) ; site : <http://www.mmf-France.fr>

